

CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 129 5 / 0 17 CIRCB/DIR/SAFC

Portant autorisation de reversements de la retenue de 10% et la contribution patronale de 12% au titre des droits à pension (PENSION CIVILE) prélevées les salaires de Monsieur BALA Augustin de Mme YIMGA KOBBOU Junie et de Madame DAMBAYA Béatrice fonctionnaires en détachement au CIRCB mois de juillet 2017

LE DIRECTEUR

- Vu** la Constitution
- Vu** la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé
- Vu** la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant Statut Général des Etablissements Publics et des Entreprises du secteur public et parapublic ;
- Vu** la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat ;
- Vu** le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOG du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu** la circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2017.
- Vu** la résolution N°03/R/COGE/CIRCB du 21 décembre 2016 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2017 ;
- Vu** la lettre n°001440/L/MINFI/SG/DGB/DPC/B8/Th du 17 mars 2017 portant approbation du budget du Centre International de Référence Chantal Biya (CIRCB) pour l'exercice 2017.

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

Article 1^{er} : il est autorisé le reversement des retenues sociales (PENSION CIVILE) : XAF 125.988 (Cent vingt cinq mille neuf cent quatre vingt huit francs CFA) à reverser au **TRESOR** pour le compte de Monsieur BALA Augustin de Mme YIMGA KOBBOU Junie et de Madame DAMBAYA Béatrice fonctionnaires en détachement au CIRCB, ligne budgétaire 620500 « cotisations à l'Etat (Fonctionnaire en détachement) » exercice 2017.

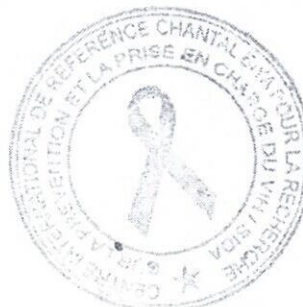
Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DIR
- SAFC
- Contrôle Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le

18 JUL 2017



LE DIRECTEUR

[Signature]

Prof. Ndjolo Alexis

CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N°

129 2 / 0 17

Portant autorisation de reversement des retenues sociales patronales (PV-AT-PF) et (P.CIV) prélevées sur les salaires du Directeur et du Directeur Adjoint du CIRCB mois de juillet 2017.

LE DIRECTEUR

Contrôle Financier

VISA BUDGETAIRE

- Vu la Constitution
- Vu la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant Statut Général des Etablissements Publics et des Entreprises du secteur public et parapublic ;
- Vu la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOG du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu la circulaire n°001/C/MINFI du 28 Décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2017.
- Vu la résolution N°03/R/COGE/CIRCB du 21 décembre 2016 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2017 ;

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

Article 1^{er} : il est autorisé le reversement des retenues sociales patronales (PV-AT-PF) : XAF 149.517 (Cent quarante neuf mille cinq cent dix sept francs CFA) à reverser à la CNPS pour le compte du Directeur Adjoint et XAF 38 108 (Trente huit mille cent huit francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte du Directeur ligne budgétaire 620401 «cotisation CNPS(part patronale)» exercice 2017.

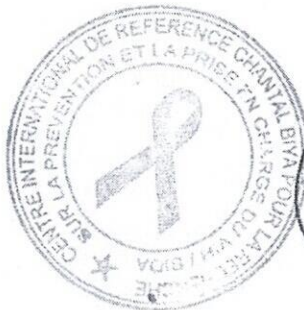
Article 2: la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

- Secrétariat DIR
- SAFC
- Contrôle Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le

18 JUL 2017



LE DIRECTEUR

[Signature]

Prof. Adjolo Alaris

CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 129 3/017 CIRCB/DIR/SAFC

Portant autorisation de reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) prélevées sur les salaires du Directeur et du Directeur Adjoint du CIRCB mois de juillet 2017.

LE DIRECTEUR

- Vu la Constitution
- Vu la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant Statut Général des Etablissements Publics et des Entreprises du secteur public et parapublic ;
- Vu la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu la résolution N°0005/2014/R/CIRCB/COGE du 17 janvier 2014 adoptant le budget 2014 du CIRCB ;
- Vu la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOGE du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu la circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2017.
- Vu la résolution N°03/R/COGE/CIRCB du 21 décembre 2016 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2017 ;
- Vu la lettre n°001440/L/MINFI/SG/DGB/DPC/B8/Th du 17 mars 2017 portant approbation du budget du Centre International de Référence Chantal Biya (CIRCB) pour l'exercice 2017.

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

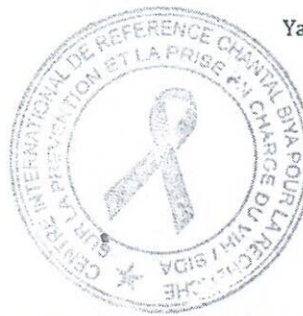
Article 1^{er} : il est autorisé le reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) : XAF 31.500 (trente un mille cinq cent francs CFA) à reverser à la CNPS pour le compte du Directeur Adjoint et XAF 31.757 (Trente un mille sept cent cinquante sept francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte du Directeur, ligne budgétaire 620400 «cotisation CNPS(part salariale)» exercice 2017.

Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

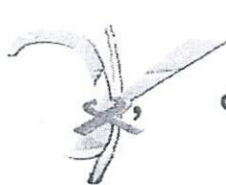
Ampliations

- Secrétariat DIR
- SAFC
- Contrôleur Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le 18 JUIL 2017



LE DIRECTEUR



CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

ORDRE DE PAIEMENT

Exercice : 2017

N° :

Objet de la dépense : <u>Reversement retenu</u> <u>soi-disant palaise Directeur</u>	N° BC ou CONTRAT	Imputation	Montant
		620400	317577
Compte à débit :	Montant à précompter		—
Pièces justificatives :	Montant net à payer		317577
Arrête le présent mandat de paiement à la somme de : <u>Trente un mille</u> (En lettres) <u>sept cent cinquante</u> <u>sept francs</u>		Signature de l'Ordonnateur.	
Pour acquies la somme de : (En lettres)		Date : <u>18 JUL 2017</u>	
Vu bon à payer pour la somme de :			



Paielement par virement

Compte à créditer-bénéficiaire :

Etablissement bancaire :

Agence de :